

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°125
21 septembre
2023



Violences policières, violences d'Etat, racisme, islamophobie, inégalités sociales *ça suffit!* Le 23 septembre, tou.tes dans la rue !

La mort de Nahel Merzouk est venue s'ajouter à la trop longue liste des crimes policiers. Deux semaines après celle de Alhoussein Camara, passée sous les radars médiatiques, la mort de Nahel a été filmée en direct. Une vidéo qui permettra de remettre en cause la version policière.

Mais combien de Nahel n'ont pas été filmés ? Combien de morts suspects en prison ? Comme celle d'Allan Lambin, décédé au commissariat de Saint-Malo en février 2019, comme celle d'Alassane Sangaré, décédé le 24 novembre 2022, cinq jours après son incarcération.

Combien de vies brisées par une justice expéditive pour des délits mineurs, voire pas de délits du tout ? Comme les plus de 1000 personnes condamnées à une peine d'emprisonnement après les révoltes ayant suivi la mort de Nahel. Derrière ces morts, ces humiliations, ces violences policières, ces « procès TGV » subis par la jeunesse racisée des quartiers populaires, ainsi se manifeste **une véritable violence d'Etat** qui concerne aussi d'autres secteurs de la société (49.3 à l'Assemblée Nationale, justice punitive, attaque contre les associations, passe sanitaire, vidéosurveillance, reconnaissance faciale, tracking, politique migratoire...)

Police raciste

L'étendue du racisme dans la police ne fait aujourd'hui aucun doute : 70 % des policierEs votent pour l'extrême-droite et la rhétorique raciste imprègne leurs relations avec la population ainsi que les déclarations de leurs syndicats majoritaires. Alliance et Unsa Police félicitent ainsi les « collègues qui ont ouvert le feu sur un jeune criminel de 17 ans » et décrivent la jeunesse des quartiers comme des « nuisibles » et des « hordes sauvages »...

Disons-le clairement : une institution qui a vocation à maintenir l'ordre social et qui voit son poids accru en cas de crise politique encouragera et protégera toujours le racisme et les violences qu'elle commet. Mais cette impunité policière est aussi rendue possible par le racisme qui imprègne l'ensemble de la société française et ses institutions, conduisant à une dégradation matérielle et symbolique d'une partie de la population et légitimant le meurtre d'un jeune de 17 ans.

Désarmons la police au contact de la population

Il est donc urgent d'enlever à la police ses moyens de nuire et de prendre à bras le corps la lutte contre le racisme systémique. De ce point de vue, le front social et politique qui s'est constitué à la suite du meurtre de Nahel est salutaire. Et il est légitime et nécessaire de se mobiliser samedi 23 septembre contre « la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques ».

Nous revendiquerons également le désarmement de la police au contact de la population, l'amnistie pour les personnes interpellées lors des révoltes et affirmerons notre solidarité avec celles qui subissent les mesures racistes de ce gouvernement, au premier rang desquelles les musulmanes discriminées pour leurs tenues.

Racisme et islamophobie, ça suffit !

Le 3 décembre 1983, plus de 100 000 personnes manifestaient à Paris pour accueillir la marche pour l'égalité et contre le racisme. Elles revendiquaient notamment une carte de séjour et de travail valable pour dix ans, une loi contre les crimes racistes et le vote des étrangers aux élections locales.

40 ans plus tard, nous voulons renouer avec cette histoire.

Le 23 septembre doit aussi s'affirmer un vaste mouvement antiraciste politique qui refuse le racisme comme l'islamophobie. L'interdiction de l'abaya et du qamis participe de l'escalade, en postant la police aux entrées des lycées et des collèges pour y discriminer les élèves racisés et musulmanEs.



Marche pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques

La coordination *Le Monde D'Après**, le comité des luttes, le groupe EELV du Pays de Saint Malo, Dinan diver'Cité soutiennent l'appel national lancé par de multiples organisations pour faire cesser la répression des contestations sociales, démocratiques et écologiques, le racisme systémique et les violences policières, pour défendre une justice antiraciste, sociale, écologique, féministe et pour mettre fin aux politiques sécuritaires et antisociales.

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : une politique néolibérale imposée par Emmanuel Macron au moyen de méthodes autoritaires, de lois sécuritaires et d'une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

La politique répressive de l'Etat s'étend en effet avec toujours plus d'intensité, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites et à Sainte-Soline. La liberté associative est de plus en plus mise en cause. Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Par les déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel ainsi que celles du Directeur de la police nationale ou du Préfet de police de Paris, l'Etat de droit se trouve remis en cause par l'institution policière elle-même.

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave

Les signataires du présent communiqué appellent les citoyen.ne.s de notre territoire à rejoindre le mouvement porté nationalement par de nombreuses organisations : syndicats, associations, collectifs, comités de quartiers populaires, de victimes de violences policières et partis politiques qui ne peuvent accepter qu'il y ait encore d'autres morts comme Nahel, ou d'autres.

Rendez-vous le samedi 23 septembre à 10h30 sur le parvis de la gare SNCF pour un rassemblement suivi d'une manifestation

*Attac Pays malouin-Jersey, FSU Ille et Vilaine, La France Insoumise, La Ligue des droits de l'Homme Saint-Malo et Pays malouin, NPA, Osons I, Solidaires 35 Pays de Saint-Malo, UDB

Pour l'accueil immédiat de migrants en France et en Europe !

D'abord, parce que c'est un droit d'être accueilli en France, comme le dit la constitution de 1793 (voir le Gisti), et donc, pour nous, un devoir d'accueillir celles et ceux qui le demandent...

Ensuite, parce qu'on a accueilli avec fierté des réfugié.es venant d'Ukraine, pays en guerre... On peut donc accueillir de la même façon des réfugiés du Niger, du Soudan ou d'autres pays en guerre.

Mais aussi parce qu'en France, chacun pourra faire sa place, en ayant un logement, un travail, des activités sociales, associatives et politiques, et, si l'envie se fait sentir, repartir ensuite dans son pays d'origine ou ailleurs...

Enfin, parce que la France d'aujourd'hui, comme beaucoup d'autres pays, est constitué de migrantes et de migrants des 5 continents, issus de l'immigration de l'ancien empire colonial française et de l'évolution de l'histoire du monde (néo-colonialisme, mercantilisme, hypocrisie, Françafrique...).

On peut être pour ou contre, mais il n'y aura pas de retour en arrière. La preuve? M. Jordan Bardella représente le RN et ne partira pas en Italie, d'où viennent ses parents, migrants comme d'autres aujourd'hui! Et il n'a pas non plus à nous dire de "fermer la porte derrière lui" pour dire qu'il n'y a plus de place!

Il n'existe pas de "robinet de l'immigration" et il n'y a pas de mur infranchissable pour les personnes qui veulent échapper à la dictature, la violence ou la misère...

Nous défendons le droit de chacun.e à choisir son lieu de résidence et dénonçons les discours racistes, réactionnaires et absurdes !
Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, régularisation des sans-papiers, accueil des migrant.es et des réfugié.es!

Groucho M.

Tout au long des cinq mois du mouvement social contre la réforme des retraites, notre comité a exprimé son point de vue et tenu, dans son bulletin *Rouge Émeraude*, une chronique de la mobilisation.

Nous avons publié en juillet un document pour servir de bilan et de base de débat sur ce mouvement et ses enseignements. Celui-ci est toujours disponible en téléchargement sur le site web du NPA d'Ille et Vilaine anticapitaliste-35.org.

Une version papier (0,5€) est également disponible.

Pour prendre contact avec le NPA

npasaintmalo@gmail.com

SAINT-MALO, Jeudi 28 septembre

(lieu et horaire à confirmer mais vraisemblablement en fin de matinée, à proximité du Palais du Grand Large), « **accueil bruyant et festif** » de la **Première Ministre**, dont la présence est annoncée pour clôturer le Congrès des Régions de France.

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, amies, à visiter notre site internet 35 et à discuter sur notre page facebook

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

Fabien Roussel veut envahir les préfectures et les supermarchés pour lutter contre l'inflation: CHICHE !

On commence quand ? samedi 23 septembre ?

Quelques jours avant la fête de l'*Humanité*, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, s'est fendu d'une « punch line » dont il a désormais l'habitude et qui tient lieu pour lui de ligne politique en déclamant notamment pour protester contre le renchérissement de la vie, « *nous appelons à être mobilisés, à envahir les stations-services, les grandes surfaces, les préfectures* ».

Ouah, voilà une idée qu'elle est bonne et un discours qui rompt avec la pratique du parlementarisme chère au PCF depuis des décennies.

D'ailleurs, dans les rangs des élu.es communistes, telle la présidente du groupe communiste Eliane Assassi, on s'est vite empressé de prendre ses distances avec cette déclaration à l'emporte pièce et de réaffirmer qu'on était « *respectueux.se de nos institutions* » (*Le Point*, 16/09/2023). Et, il semble que dans les allées de la fête de l'Huma, nombre de militant.es du PCF étaient, disons, sceptiques, quant à cette saillie.

Pour autant, nous considérons que, dans la situation présente, la perspective d'actions concrètes et directes en direction des lieux de pouvoir et de profit est légitime, à condition de la discuter, de la préparer, de l'organiser, démocratiquement et unitairement et pas se contenter d'appuyer sur un bouton à partir de la place du colonel...Fabien.

Tiens, il y a samedi prochain, une mobilisation populaire contre le racisme, les violences policières, les inégalités sociales. Pourquoi la direction du PCF ne s'est pas inscrite dans l'arc unitaire qui soutient cette initiative ?

Voilà pourtant une première initiative de rentrée sociale et démocratique qui peut justement aider à la mobilisation contre l'inflation afin comme l'a dit Roussel de cesser de se faire « *plumer comme de la volaille* ».

DB

A NOUVEAU, UNE CRISE MIGRATOIRE D'AMPLEUR

Chaque jour, des drames se déroulent en Méditerranée et l'île italienne de Lampedusa connaît un afflux de milliers de réfugiéEs, venus notamment de Libye et de Tunisie.

Au lieu d'aider l'Italie et la petite île de Lampedusa à faire face, la seule réponse des gouvernements européens est l'égoïsme et la guerre.. Ainsi, l'Allemagne annonce qu'elle refusera d'accueillir tout réfugié supplémentaire. En France, Darnaud promet de renforcer la présence policière à la frontière italienne. Cette guerre à bas bruit que l'Europe mène contre des populations civiles qui fuient les conflits, les catastrophes climatiques, la misère, est en train de transformer la Méditerranée en cimetière. Pour la seule année 2023, on compte déjà plus de 2000 mortEs.

En réalité, l'Europe, deuxième puissance économique du monde, a largement les moyens d'accueillir ces populations civiles. Au lieu de cela, elle préfère dépenser 845 millions d'euros dans une opération militaire, Frontex, qui est une faillite morale, politique et opérationnelle. Une faillite morale, qui voit une Europe, de plus en plus raciste, faire la guerre à des populations civiles. Une faillite politique, car Frontex ne résout rien des problèmes qui poussent une partie de l'humanité à prendre tous les risques pour sauver sa vie. Une faillite opérationnelle parce que justement, les milliards et les bateaux de guerre ne suffiront pas à empêcher des centaines de milliers de personnes de traverser la Méditerranée ou la mer Egée pour sauver leur vie et celle de leur famille. Que se passera-t-il, si comme le prévoit le GIEC, à l'horizon 2030 ou 2050, la moitié de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce, du Portugal et peut-être aussi le Sud de la France seront devenus inhabitables à cause du réchauffement climatique ? Frontex empêchera des Italiens, des Espagnols, des Français de remonter au Nord pour survivre ? Il leur tirera dessus ?

Au-delà de la nécessité de travailler à résoudre les conflits, de mettre fin au pillage des pays du Sud et aux politiques climaticides de nos gouvernements, il faut mettre en place une vraie politique européenne de l'accueil sur le long terme, inconditionnel, solidaire et partagé.

Nous refusons de céder le moindre pouce de terrain aux théoriciens réactionnaires de « l'appel d'air », de la « concurrence déloyale » et du « grand remplacement » ainsi qu'aux politiques racistes qui s'agitent sur place. L'enjeu est bien **d'accueillir les migrantEs, touTEs les migrantEs**, sans établir de hiérarchie entre « réfugiéEs politiques » et « migrantEs économiques ».

Le NPA continue de défendre une liberté de circulation et d'installation inconditionnelle, c'est une affaire de choix politiques et de lutte pour une réelle répartition des richesses.